

Moniteur financier 2010 : la politique financière restrictive a toujours la cote

dossier politique

8 novembre 2010 Numéro 21

Enquête représentative. Les citoyens suisses sont encore plus nombreux aujourd'hui que l'an dernier à soutenir une politique financière et fiscale restrictive. Selon une enquête représentative de l'institut de recherche gfs.bern, 94 % des personnes interrogées sont favorables au maintien du frein à l'endettement, et 85 % d'entre elles souhaitent que l'État accomplisse ses tâches de manière optimale sans nouvelles recettes. Une très grande majorité des citoyens interrogés soutiennent même une baisse des impôts pour accroître la pression en vue d'une diminution des dépenses. Par ailleurs, les citoyens se considèrent comme les acteurs les plus crédibles en matière de politique financière et fiscale. Les solutions de politique financière de la gauche n'ont par contre pas la cote. Le PS est l'acteur le moins crédible en matière de politique financière et fiscale.

Position d'economiesuisse

- ▶ La classe politique doit tenir compte de la préférence claire de la population pour une politique financière restrictive.
- ▶ Il importe de respecter scrupuleusement les exigences du frein à l'endettement. Le programme de consolidation et les mesures de l'examen des tâches doivent être mises en œuvre avec rigueur.
- ▶ Afin d'éviter des déficits à long terme et de résorber les dettes, il importe d'entreprendre avec fermeté des réformes structurelles dans le domaine des dépenses publiques.
- ▶ De même, il s'agit de refuser les demandes de hausses d'impôts et l'augmentation des dépenses publiques.

Moniteur financier 2010

► La Suisse affiche un endettement public faible en comparaison avec d'autres pays

Contexte

Par rapport à d'autres pays industrialisés, la Suisse a relativement bien surmonté la crise économique. Les marchés financiers se remettent lentement et on constate aussi une reprise de l'activité sur le marché de l'emploi. Le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) table sur une croissance du PIB de 2,7 % pour 2010. À l'heure actuelle, on observe une reprise générale dans les pays industrialisés, cependant ils sont aussi nombreux à présenter un taux d'endettement élevé. D'après les calculs de l'OCDE, le taux d'endettement de la Suisse atteindrait 41,6 % en 2010, contre respectivement 92,4 % et 95,8 % pour la zone euro et l'ensemble des pays de l'OCDE. La Suisse doit ce taux comparativement bon en grande partie au frein à l'endettement introduit en 2003. En vertu de cet instrument, les dépenses ne doivent pas être supérieures aux recettes sur l'ensemble d'un cycle conjoncturel. Le frein à l'endettement suisse a fait parler de lui à l'échelle internationale où il est désormais considéré comme exemplaire. En Suisse, cet instrument reste très populaire auprès des électeurs. Le Moniteur financier 2010, réalisé par l'institut de recherche gfs.bern à la demande d'économiesuisse, le confirme une nouvelle fois.

Le moniteur financier, sismographe de l'opinion publique sur la politique financière et fiscale

Le moniteur financier est un système d'information qui apporte, à un rythme annuel, des éclairages fiables sur des questions importantes de politique financière et fiscale vues par des citoyennes et citoyens suisses. Il mesure, tel un sismographe, la fluctuation des sensibilités de l'opinion publique. Il fournit des indications précieuses aux responsables politiques qui peuvent s'y référer pour définir l'orientation de la politique financière et fiscale. Cette enquête est réalisée chaque année par l'institut de recherche gfs.bern sur mandat d'économiesuisse. Les résultats sont le fruit d'une enquête représentative menée auprès de 1006 citoyens de toute la Suisse. Les entretiens ont été réalisés en tête-à-tête entre le 25 avril et le 16 mai 2010. L'échantillon a été constitué dans les trois régions linguistiques sur la base de quotas. Le choix des personnes sondées tient compte du sexe et de l'âge afin de respecter la structure démographique de la Suisse selon le recensement de l'an 2000. Les résultats sont représentatifs des électeurs helvétiques.

Cette année, le moniteur financier s'est intéressé en particulier au frein à l'endettement. Le Moniteur financier 2010 peut être téléchargé à cette adresse : www.economiesuisse.ch.

► Le frein à l'endettement reste apprécié

Graphique 1

► Le frein à l'endettement a fait ses preuves et bénéficie d'une grande acceptation.

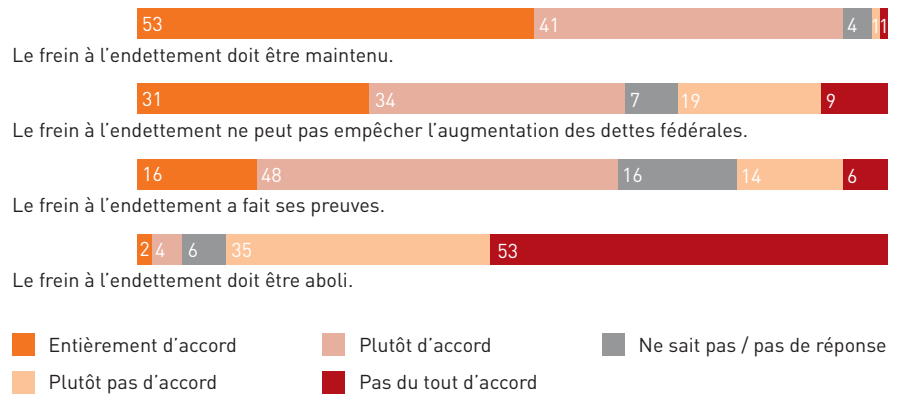
Forte acceptation du frein à l'endettement

Sept ans après son introduction, le frein à l'endettement reste apprécié des électeurs suisses. Ainsi, 94 % des personnes interrogées soutiennent plus ou moins fermement son maintien (cf. graphique 1).

Le frein à l'endettement

«Depuis 2003, il existe un frein à l'endettement au niveau fédéral. Depuis, les dépenses et les recettes fédérales doivent s'équilibrer sur le long terme ; des variations à court terme étant toutefois permises. Ce dispositif doit éviter l'apparition de nouvelles dettes. On entend souvent différents points de vue à propos du frein à l'endettement. Je vais à présent vous lire quelques-uns de ces points de vue et vous me direz, pour chacun d'entre eux, si vous êtes entièrement d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout.»

en % des électeurs



Source : gfs.bern, Moniteur financier, août

Le frein à l'endettement bénéficie d'un large soutien dans tous les partis, toutes les tranches de revenu et toutes les régions linguistiques. D'ailleurs, 64 % des sondés estiment que cet instrument a fait ses preuves. Cependant, ils sont autant à considérer qu'il ne peut éviter une nouvelle augmentation des dettes de la Confédération. Contrairement à ce que nous venons de voir, l'enquête a révélé des divergences de vue entre les régions linguistiques, les tranches de revenu et les affinités politiques en ce qui concerne l'évaluation de son efficacité. Les groupes de personnes qui doutent le plus de son efficacité sont les Suisses allemands, les personnes qui ont des affinités avec le camp bourgeois, les électeurs sans préférence politique ainsi que ceux ayant un revenu élevé.

La population préconise une baisse des dépenses et une réduction des impôts

Évaluation des stratégies générales de politique financière

► La majorité des sondés sont favorables à une politique financière restrictive

Les citoyens suisses sont toujours unanimes en ce qui concerne les stratégies générales de politique financière. On constate même un renforcement du consensus selon lequel les augmentations d'impôts ne sont pas opportunes et qu'il convient au contraire de baisser les impôts et les taxes. Le graphique 2, ci-après, montre cette évolution.

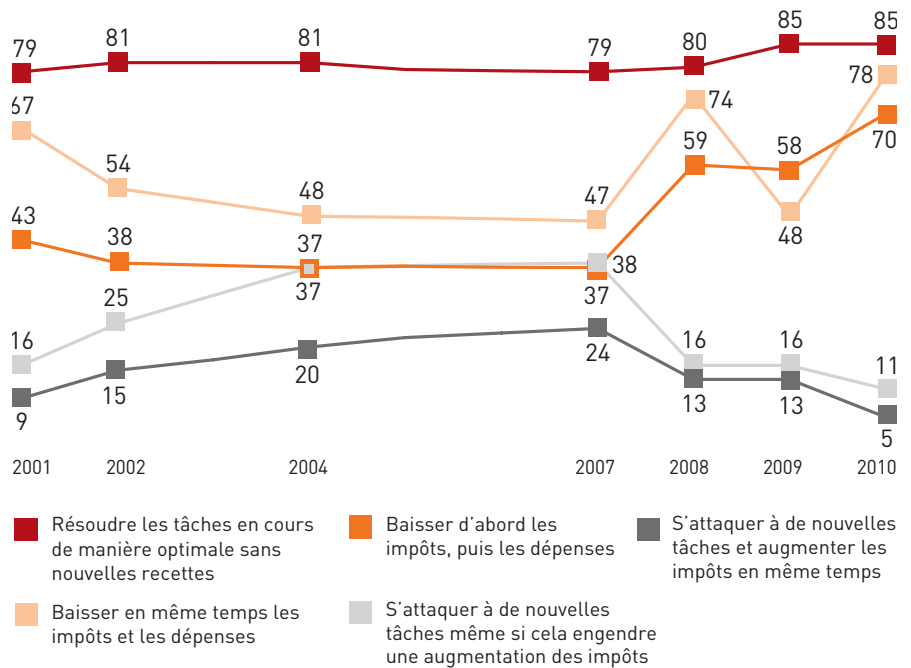
Graphique 2

► La politique financière et fiscale restrictive a toujours la cote.

Évaluation des stratégies de politique financière

« Les impôts servent à financer les dépenses publiques. Si l'État effectue d'avantage de dépenses qu'il ne perçoit de recettes, il en résulte un déficit, s'il perçoit d'avantage de recettes qu'il n'effectue de dépenses, il enregistre un excédent. Je vais vous lire quelques stratégies que l'on peut appliquer en la matière. Veuillez me dire pour chacune d'elles si vous l'approuvez entièrement, plutôt, plutôt pas ou pas du tout.»

en % des électeurs très ou plutôt favorables aux stratégies proposées



Source : gfs.bern, Moniteur financier, août 2010

► La stratégie « baisses d'impôts et réduction des dépenses » a recueilli beaucoup plus de voix cette année

Comme l'an dernier, une grande majorité des citoyens interrogés, 85 %, sont entièrement ou plutôt d'accord avec l'affirmation selon laquelle les tâches doivent être accomplies de manière optimale sans nouvelles recettes. Les partisans d'une baisse d'impôts accompagnée d'une réduction des dépenses sont beaucoup plus nombreux que l'an dernier, quand l'économie était dans le creux de la vague. Ils sont désormais 78 %, contre 48 % en 2009. Le taux actuel reflète la tendance si on considère qu'en 2008, 74 % des personnes interrogées soutenaient cette option.

► Quelque 70 % des sondés admettraient que l'État commence par baisser les impôts

Quelque 70 % des sondés admettraient en outre que l'État commence par baisser les impôts pour accroître la pression en vue d'une diminution des dépenses. Au cours de ces dernières années, cette politique financière restrictive a rencontré un succès croissant. Par rapport à 2009, elle a gagné 12 points de pourcentage. À l'inverse, la petite minorité de sondés qui estiment que l'État doit s'attaquer à de nouvelles tâches même si cela engendre une augmentation des impôts a continuellement perdu du terrain au cours de ces dernières années (11 %). De plus, la proportion de citoyens qui souhaitent que l'État s'attaque à de nouvelles tâches et augmente les impôts en même temps a diminué à 5 %. Les opinions exprimées au sujet des stratégies de politique financière ne sont pas radicalement différentes selon la région linguistique et les affinités politiques. On ne constate pas de différence du tout entre les tranches de revenu.

Position d'économiesuisse : La concurrence fiscale intercantonale fait baisser les dépenses, la politique centraliste du PS les fait augmenter

Dans un État fédéral, on tient davantage compte des souhaits du citoyen que dans un système centralisé. Cela vaut en particulier pour les politiques fiscale et financière. Le fédéralisme et la concurrence fiscale fournissent les informations nécessaires sur les souhaits des citoyens, sur l'effet des projets politiques ou les incitations découlant de mesures politiques. Cela vaut en particulier quand l'autonomie fiscale des collectivités locales en concurrence est garantie. La pression accrue en vue de justifier le montant des recettes fiscales oblige aussi les élus locaux à justifier les dépenses publiques. C'est ainsi que la concurrence fiscale intercantonale et intercommunale amène une plus grande discipline en matière de dépenses publiques. On peut aussi y voir une contribution à la limitation de l'endettement public, comme l'attestent plusieurs études¹. Dans son initiative fiscale soumise au vote le 28 novembre prochain, le PS réclame l'abandon de ce modèle qui a pourtant fait ses preuves. L'initiative, qui demande l'introduction dans tous les cantons d'un taux marginal d'imposition minimum sur le revenu et la fortune à partir d'un montant donné, attaque directement notre fédéralisme fiscal. Son acceptation reviendrait à ouvrir la porte à une politique fiscale et financière dangereuse. Le débat actuel sur l'équité aboutirait à la mise en œuvre d'une politique de gauche en matière de dépenses.

► La majorité des sondés sont favorables à une réduction des dépenses dans trois domaines : les salaires des fonctionnaires, l'asile et l'armée

Économies et dépenses par domaines

L'enquête réalisée par l'institut gfs révèle que la majorité des personnes sondées sont favorables à une réduction des salaires des fonctionnaires (60 %). Elles sont aussi une majorité à préconiser une réduction des dépenses dans les domaines de l'asile et de l'armée (respectivement 59 % et 54 %). De plus, une majorité de 50 % au moins est satisfaite du niveau des dépenses actuelles dans les domaines des services diplomatiques, de l'aide au développement, de la construction des routes, du sport, des infrastructures (poste, énergie, etc.), des assurances sociales, de la culture, des tribunaux, de la police, de l'environnement et de l'aménagement du territoire, de la santé publique, de l'agriculture, des transports publics, des régions périphériques et de la recherche. À l'inverse, aucun domaine ne réunit une majorité de voix pour une augmentation des dépenses. La part des citoyens qui approuvent une hausse des dépenses en faveur de l'AVS et de l'AI avait reculé de près de 20 points de pourcentage entre 2008 et 2009. Les résultats obtenus en 2010 confirment cette évolution².

► La discipline budgétaire reste une priorité pour les électeurs

Les priorités en cas de déficit ou d'excédent budgétaire de l'État

Les électeurs attachent toujours beaucoup d'importance à la discipline budgétaire. Dans l'éventualité d'un déficit budgétaire, la majorité des citoyens (88 %) pensent que l'État doit en priorité réduire ses dépenses. Seulement 7 % des sondés sont favorables à un endettement supplémentaire de l'État, tandis que seuls 3 % souhaiteraient une augmentation des impôts. Sur cette question, on n'observe guère de différences entre les régions linguistiques, les orientations politiques et les tranches de revenu.

¹ Cf. L.P. Feld et G. Kirchgässner (2008), On the Effectiveness of Debt Brakes : The Swiss Experience, dans : R. Neck et J.E. Sturm (eds.), Sustainability of Public Debt, MIT Press, Cambridge/London, 223-255 ; C.A. Schaltegger et L.P. Feld (2009), Are Fiscal Adjustments Less Successful in Decentralized Governments ?, European Journal of Political Economy, 2009, vol. 25, n° 1, pp. 115-123, L.P. Feld (2009), Une harmonisation fiscale matérielle est-elle nécessaire en Suisse ?, economiesuisse 2009, pp. 42, 56

² Moniteur financier 2009

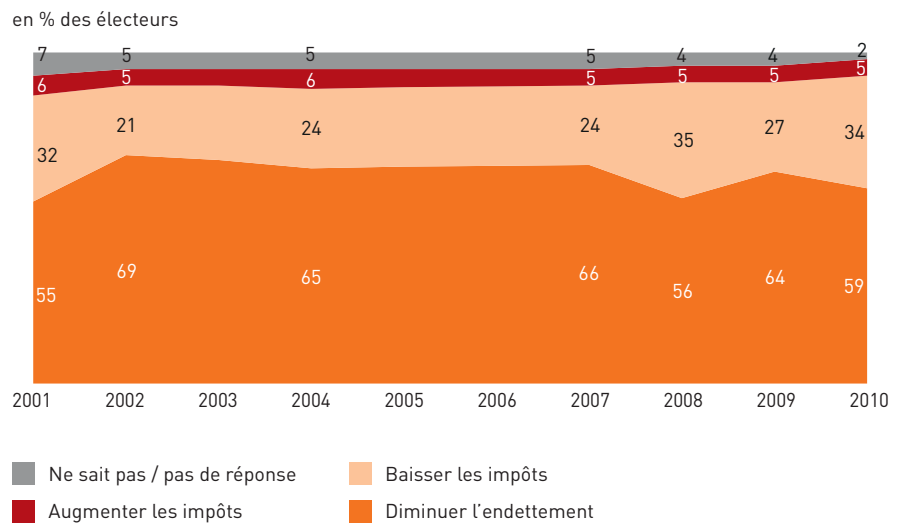
Les avis sont moins tranchés en ce qui concerne la stratégie à adopter en cas d'excédent budgétaire. Cinquante-neuf pour cent des sondés privilégient la diminution de l'endettement, tandis qu'un tiers préconisent des réductions d'impôts. Il est clair par contre que l'augmentation des dépenses n'est pas une option ; seuls 5 % ont fait ce choix (cf. graphique 3).

Graphique 3

► La part des personnes favorables à des baisses d'impôts en cas d'excédent budgétaire progresse lentement depuis quelques années.

Utilisation des excédents budgétaires

« À votre avis, que devrait-on faire en premier lieu lorsque le budget de l'État est excédentaire ? Devrait-on en premier lieu diminuer l'endettement, augmenter les dépenses ou baisser les impôts ? »



Source : gfs.bern, Moniteur financier, août 2010

Les citoyens, acteurs les plus crédibles en matière de politique financière et fiscale

La crédibilité des acteurs

► Les électeurs se considèrent comme les acteurs les plus crédibles en matière financière et fiscale

Aux yeux de la majorité des personnes interrogées, le citoyen lambda (« des gens comme vous et moi ») reste de loin la meilleure référence pour les questions de politique financière et fiscale. Ainsi, 84 % des sondés jugent leurs concitoyens crédibles. Viennent ensuite les représentants du camp bourgeois, comme les employeurs et l'Union suisse des arts et métiers, dont les compétences sont appréciées par 68 % des sondés au total. Presque autant de citoyens accordent le même crédit au Conseil fédéral et au Parlement (67 %). Ils sont suivis des directeurs cantonaux des finances et du chef du Département fédéral des finances (respectivement 58 % et 56 % des voix), qui devancent légèrement economiesuisse et les experts financiers (respectivement 54 % et 53 %). Les syndicats, quant à eux, remportent 41 % des suffrages. Les seuls partis politiques à être considérés comme crédibles par la moitié au moins des sondés sont l'UDC (54 %) et le PRD (50 %). Tous les autres partis se situent encore plus bas dans le classement, et c'est le PS qui ferme la marche (cf. graphiques 3 et 4).

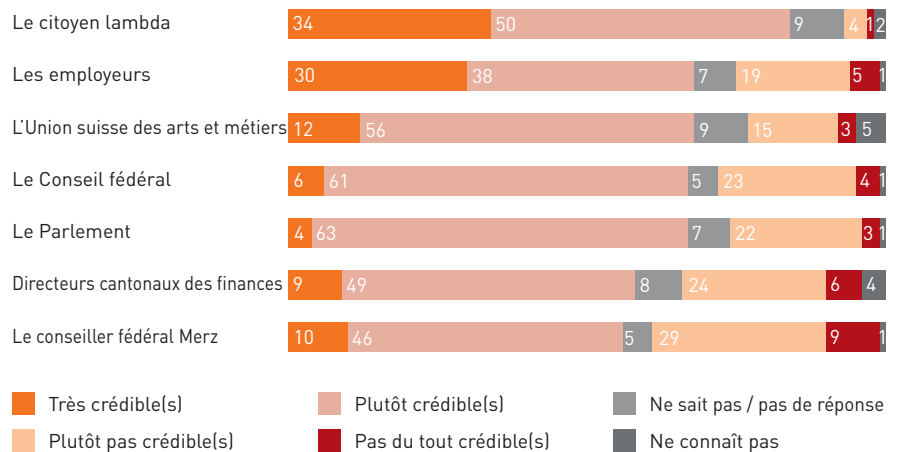
Graphiques 4 et 5

► Le citoyen lambda, soit « les gens comme vous et moi », bénéficie d'une grande crédibilité.

Évaluation de la crédibilité des différents acteurs politiques (1)

«Je vais maintenant vous citer quelques acteurs et vous allez me dire pour chacun de ceux-ci, si vous estimez qu'ils sont très crédibles, plutôt crédibles, plutôt pas crédibles ou pas du tout crédibles en ce qui concerne les questions de politique financière et fiscale. Si vous ne connaissez pas l'un des acteurs, dites-le-moi simplement».

en % des électeurs

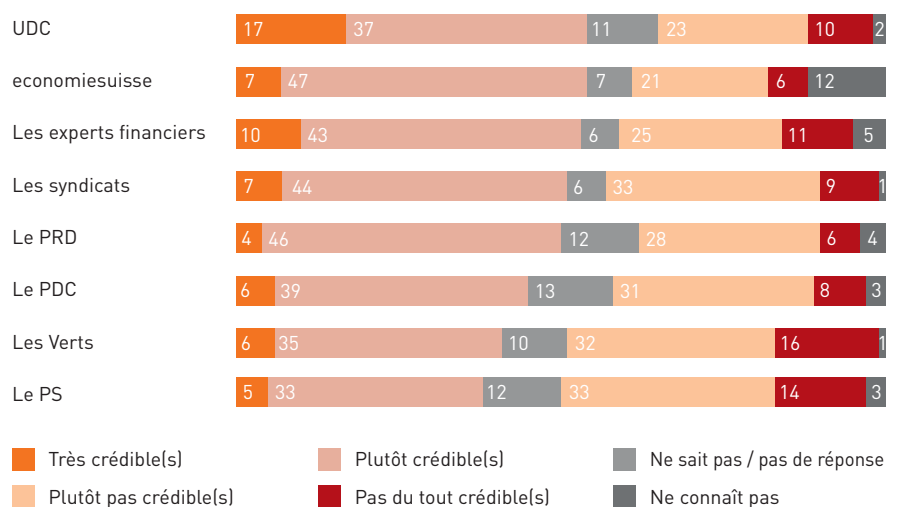


Source : gfs.behr, Moniteur financier, août 2010

Évaluation de la crédibilité des différents acteurs politiques (2)

« Je vais maintenant vous citer quelques acteurs et vous allez me dire pour chacun de ceux-ci, si vous estimez qu'ils sont très crédibles, plutôt crédibles, plutôt pas crédibles ou pas du tout crédibles en ce qui concerne les questions de politique financière et fiscale. Si vous ne connaissez pas l'un des acteurs, dites-le-moi simplement ».

en % des électeurs



Source : gfs.behr, Moniteur financier, août 2010

Par rapport à 2009, ce sont surtout les autorités politiques nationales, les directeurs cantonaux des finances et les experts financiers qui ont quelque peu gagné en crédibilité. On constate une nette détérioration de la crédibilité des syndicats. Ils ont perdu 20 points de pourcentage alors qu'ils avaient encore le vent en poupe au début de la crise financière.

Conclusion

► Renforcement du consensus en faveur des baisses d'impôts et de la réduction des dépenses publiques

Le Moniteur financier 2010 confirme la voix choisie par la population suisse ces dernières années, celle d'une politique financière et fiscale restrictive. Par rapport à ces dernières années, on constate même un renforcement du consensus en faveur des baisses d'impôts et de la réduction des dépenses publiques. Les hausses d'impôts et l'extension des tâches de l'État reçoivent peu de soutien de la part des électeurs. Une grande majorité des citoyens estime même opportun de réduire les impôts pour accroître la pression sur les autorités afin de s'assurer qu'elles gèrent les deniers publics avec parcimonie. De plus, en cas de déficit budgétaire, une majorité écrasante des sondés préconisent de diminuer les dépenses au lieu d'augmenter les impôts. Les tendances identifiées étant confirmées, il faut s'attendre à ce que la majorité de la population continue de soutenir une politique financière et fiscale restrictive.

En ce qui concerne la crédibilité des acteurs, la majorité des personnes sondées estiment que le citoyen lambda (« des gens comme vous et moi ») constitue de loin la meilleure référence pour les questions de politique financière et fiscale. De plus, ils accordent un certain crédit à l'avis des organisations économiques, de l'État et des partis bourgeois. Les concepts de politique financière de gauche ont moins de succès. Ainsi, les syndicats ont perdu passablement de leur crédibilité et le PS est considéré comme l'acteur le moins crédible pour les questions financières et fiscales.

D'après cette enquête, la population privilégie clairement une politique financière restrictive. Les milieux politiques doivent en tenir compte. Il importe ainsi de respecter scrupuleusement les exigences du frein à l'endettement. Le programme de consolidation et les mesures de l'examen des tâches doivent être mises en œuvre avec rigueur. Afin d'éviter des déficits à long terme et de résorber les dettes, il importe d'entreprendre avec fermeté des réformes structurelles dans le domaine des dépenses publiques. De même, il s'agit de refuser des hausses d'impôts supplémentaires ainsi qu'une augmentation des dépenses publiques. En outre, il faut s'opposer fermement aux tentatives de restreindre l'autonomie fiscale des communes et des cantons. Or c'est précisément ce qui se produirait avec l'initiative fiscale du PS : elle saperait le fédéralisme fiscal, ce qui entraînerait des hausses d'impôts et une augmentation des dépenses publiques. Il faut éviter un tel scénario.

Pour toutes questions :

urs.furrer@economiesuisse.ch

frederic.pittet@economiesuisse.ch

vincent.simon@economiesuisse.ch